

Je profite de l'occasion pour féliciter les députés qui ont parlé jusqu'ici de vouloir adopter une seule et même position dans cette affaire. J'espère seulement que les députés ministériels rappelleront auprès de leurs ministres pour leur faire comprendre qu'il s'agit d'une question d'intérêt national, qui revêt une très grande importance, comme en témoigne le fait que nous en débattons tous aussi tard et que nous devrions faire des pressions à cet égard aux États-Unis et ailleurs.

Mon collègue de Cochrane—Supérieur a très bien parlé plus tôt dans la soirée quand il a dit que nous devions commencer à songer à une forme de représailles. Nous pourrions nous en prendre aux fruits et légumes qui nous arrivent de Californie. Nous pourrions soumettre les produits forestiers américains à nos normes. Nous pourrions tout simplement lancer une campagne publicitaire pour prévenir les Américains que ces tactiques vont faire grimper les coûts de construction de leurs maisons. Je crois qu'il importe que nous prenions des mesures concrètes.

Je veux féliciter tous les députés, quel que soit leur parti, des points de vue qu'ils ont exprimés ce soir. Certaines remarques entendues ce soir m'ont grandement réconforté.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, je crois important de profiter de l'occasion qui m'est offerte ici ce matin de dire ce que je pense de la décision que les autorités américaines ont prise cette semaine au sujet des importations canadiennes de bois d'oeuvre aux États-Unis. Il faut pour cela que je revienne un peu en arrière.

Je siége à la Chambre depuis 1984. Je me rappelle que, au début de mon mandat, mon collègue, le député de Skeena, qui, très franchement, était la voix qui prêchait dans le désert, la voix qui cherchait à prévenir tout le monde, soit non seulement le gouvernement du jour mais aussi notre caucus et l'opposition officielle, de la menace potentielle que constituaient le Congrès américain, le gouvernement américain et le lobby américain du bois, qui se préparaient à lancer une attaque contre les producteurs canadiens de bois d'oeuvre. Le député de Skeena a été très persévérant. Malheureusement, tout ce contre il nous avait mis en garde est arrivé.

Il avait raison, au milieu des années 80, de nous inciter à lutter jusqu'au bout contre les attaques du secteur américain du bois. Le gouvernement conservateur a cédé à ces attaques. Au lieu de recourir au mécanisme—oserai-je le qualifier de mécanisme de règlement des

différends—qui existait alors aux États-Unis, le gouvernement a cédé et a imposé une taxe de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre. On a laissé entendre qu'il l'avait fait en partie sous la pression du gouvernement, alors créditiste, de la Colombie-Britannique, qui y voyait son avantage puisque les recettes de cette taxe lui reviendraient ultérieurement.

Or, mon collègue, le député de Prince George—Bulkley Valley, a repris le flambeau et a remarquablement réussi à garder la question à l'ordre du jour et à s'assurer que nous dominions non seulement la question et la politique américaine, mais encore les combines entre les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada. C'est lui qui a signalé que Bill Vander Zalm et le ministre créditiste des Forêts tenaient les Américains au courant de la stratégie de négociation des provinces canadiennes et du gouvernement fédéral. En d'autres termes, on nous trahissait sitôt que nous prenions une décision sur la façon de faire face aux pressions américaines.

En réponse au député libéral qui vient d'intervenir, je tiens à dire que mon collègue de Skeena a signalé il y a des années, avant l'imposition de la surtaxe de 15 p. 100, qu'un des moyens que nous aurions pu utiliser pour résister aux pressions américaines, aurait été de lancer une campagne publicitaire massive aux États-Unis afin de signaler aux consommateurs américains ce qu'on leur rappelle maintenant, à savoir que la décision du gouvernement américain va leur coûter 1 000 \$ ou 1 500 \$ de plus à l'achat d'une maison.

Nous voulions le faire alors, afin de défendre notre cause, mais le gouvernement de l'époque, le même gouvernement au pouvoir à l'heure actuelle, a opposé son refus en prétextant que ce n'était pas là la façon de procéder.

Je viens du nord-ouest de l'Ontario qui, après l'industrie de la fourrure, comptait sur le bois d'oeuvre pour créer une certaine richesse. Nous utilisons nos forêts pour nos industries primaires et secondaires. Ainsi, le bois d'oeuvre est extrêmement important pour nous. Les députés du Nord-Ouest ont tous, dans leur circonscription, des scieries, des exploitations forestières et des usines de pâtes et papiers ainsi que toutes ces entreprises sont reliées entre elles. Même si nous parlons aujourd'hui de bois d'oeuvre, ce qui touche en fait les scieries, cela a des conséquences sur toutes les entreprises du secteur forestier, car les déchets et les copeaux sont envoyés aux usines de pâtes et papiers, ce qui les aide à rentabiliser leurs exploitations. Ainsi, tous les secteurs sont touchés par la décision américaine.